



LES GROUPES INTELLECTUELS AFRICAINS A LONDRES, 1930-1945 QUEL ROLE ONT-ILS JOUE DANS LA DECOLONISATION BRITANNIQUE ?

A. LAMINE NDIAYE

Université Toulouse 2 le Mirail

Le but de cet article est de déterminer si et dans quelle mesure certaines associations formées par des étudiants¹ et des intellectuels africains et ceux originaires des colonies britanniques des Antilles ont joué un rôle dans la décolonisation britannique. Dans ces associations il y avait beaucoup d'étudiants venus des colonies africaines et antillaises, mais aussi des ouvriers portuaires et des travailleurs libéraux [HAKIM & SHERWOOD, *The 1945 Pan-African Congress Revisited* : 11]. S'il est vrai que leur désir de se regrouper au sein d'associations découlait, en partie, de leur statut de minorité raciale, il en était renforcé, d'une part, par leur expérience commune de la discrimination raciale et, d'autre part, par la prise de conscience de leur situation de colonisés :

West Africans in the early part of the century were most usually concerned with "matters of vital importance concerning Africa in particular and the Negro race in general." They wished to raise the status of the African and Africa; to extol the glories of the African past; to combat the color bar and the virulent racism of the period; and to voice their protests about the imposition of colonial rule. Their stay in Britain often served to heighten their awareness of such political issues, often as a result of the racism they encountered, but also

¹ Certains établissements scolaires ouvraient leurs portes aux étudiants africains. On peut citer l'exemple du University College of London où J.B. Danquah et L. Solanke obtinrent leur diplôme de droit. Il y avait également la School of Oriental and African Studies où Solanke enseigna le yoruba pendant ses études de droit [HAKIM & SHERWOOD, *Pan-African History* : 174].

because they came into contact with a wider range of political idea.
[HAKIM : 73].

Trois associations dominaient durant les années 1930 et 1940 la vie associative des populations noires londoniennes. Il s'agit de la *West African Students' Union* (WASU), de la *League of Coloured Peoples* (LCP), de l'*International African Service Bureau* (IASB). Ces associations n'avaient pas exactement les mêmes objectifs mais leurs membres se côtoyaient et échangeaient leur point de vue. Il y avait également d'autres associations moins importantes numériquement dont certaines étaient communautaires comme, par exemple, la *Kikuyu Central Association*, qui regroupait les Kenyans de l'ethnie du même nom. Les dirigeants de ces associations avaient des origines géographiques et sociales diverses. Initialement, ils appréhendaient différemment le colonialisme et le problème racial comme nous allons le voir, mais les événements qui se produisirent durant les années 1930, en Europe et en Afrique, les poussèrent à adopter une forme de lutte plus radicale. Et, à partir des années 1940, il s'opéra entre les différents groupes un plus fort rapprochement autour des idées marxistes pour former un front uni contre le colonialisme britannique.

Ce travail comporte trois parties. Dans la première partie nous parlerons de la WASU. Nous verrons comment ses membres passèrent d'une stratégie de coopération avec l'administration coloniale britannique jusqu'au début des années 1930 à une forte opposition à sa politique coloniale à partir du milieu de cette décennie. Dans la deuxième partie nous étudierons l'action de la LCP pour l'égalité entre Noirs et Blancs et comment son échec contribua à renforcer la position des activistes radicaux. Il s'agira enfin de voir comment la dynamique d'une forte radicalisation se mit en place avec la fondation de l'IASB et autour des idées marxistes.

La WASU et la politisation des étudiants ouest-africains au Royaume-Uni

La fondation de l'Union²

Cette organisation, formée à Londres en 1925, avait la vocation de regrouper l'ensemble des étudiants ouest-africains arrivés en Grande-Bretagne à la fin

² WASU était connue sous le diminutif de "the Union" – nous utiliserons Union en français pour rester fidèle à cet esprit.

de la Première Guerre mondiale. Elle vit le jour grâce à l'engagement personnel et à l'activisme de Lapido Solanke (1886-1958).

Originaire du Nigéria, Solanke s'engagea rapidement dans la vie de sa communauté nigériane dès son arrivée en Grande-Bretagne. Il fut d'abord à l'origine de la formation de la *Nigerian Progress Union*, association nigériane fondée en 1924. Son vœu était de réunir les expatriés africains (dont beaucoup d'étudiants) arrivés en Grande-Bretagne après la Première Guerre mondiale³. Il devint le Secrétaire général de l'association et Joseph B. Danquah (1895-1965) devint le président et l'éditeur du magazine *Wasu* (journal de l'Union). L'Union était principalement un lieu de débats et d'échanges intellectuels où les étudiants pouvaient discuter de sujets variés afférents aux colonies britanniques de l'Afrique de l'ouest notamment. L'Union avait trois objectifs:

- To afford Opportunity exclusively to West African Students
- To discuss matters affecting West Africa educationally, commercially, economically and politically,
- And to cooperate with NCBWA (National Congress of British West Africa. [HAKIM : 74]

Ses membres croyaient au « concept des droits de l'homme et de l'égalité pour tous ». Leur intention déclarée était de travailler dans un esprit de coopération « avec [le gouvernement britannique] afin de faire des chefs de bons dirigeants dans un système de gouvernement local moderne » [GARIGUE : 57]. Les réunions donnaient l'occasion aux étudiants ouest-africains de se connaître les uns et les autres, de s'informer sur les conditions et l'actualité des territoires représentés, de discuter des problèmes des populations, et surtout d'échanger des points de vue sur le colonialisme et ses méthodes. Chacun des étudiants se considérait comme le représentant officiel des populations de son territoire d'origine. Au départ leur action ne visait nullement le renversement du pouvoir colonial. Si l'on tient compte uniquement de leurs déclarations initiales, il est possible d'affirmer qu'ils étaient, au contraire, disposés à coopérer (dans le sens de travailler ensemble) avec l'administration coloniale au service du progrès dans les

³ L'organisation comptait également parmi ses membres des travailleurs africains, notamment des dockers, qui travaillaient et vivaient dans des villes telles que Londres, Liverpool ou Cardiff. [HAKIM : 76].

colonies. Peut-être croyaient-ils que le colonialisme avait sincèrement le projet d'introduire les bienfaits du progrès humain en Afrique ? Un des membres définissait le rôle de l'intellectuel ouest-africain ainsi :

The intellectuals, it is hardly necessary to point out, were not trying to further some mythical scheme of coloured races to oust the white races from their present dominant position in the world, but rather aimed towards the development of the potentialities of West Africa, so as to bring her up to the approximate level when she shall become a more effective co-operator. [GARIGUE : 58]

La radicalisation au sein de l'Union

Les années 1930 furent marquées en Europe par des événements idéologico-politiques sans précédent. D'un côté il y avait la montée du fascisme et du nazisme, qui avait abouti à l'accession au pouvoir du parti national-socialiste d'Adolf Hitler en Allemagne en 1933. Cet événement qui allait, par la suite, précipiter le monde dans la Seconde Guerre mondiale, signifiait aussi l'échec de la Société des Nations qui avait pour mission de garantir la paix mondiale depuis la fin de la Grande Guerre. Les étudiants de l'Union, qui désespéraient de voir des évolutions dans le sens d'une plus grande implication des colonisés dans la gestion de leurs propres affaires, n'hésitaient plus à critiquer les puissances coloniales qui ne semblaient tenir aucunement compte des aspirations des peuples colonisés à l'autonomie. Dans leur frustration, ils avaient perçu l'action d'Adolf Hitler comme un exemple à suivre. Ainsi, pouvait-on lire dans le journal de l'Association en juillet 1935 :

The answer to oppression is not servility, but self-assertion, courage, and determination to win for one's people the same opportunities which the others enjoy, irrespective of the wishes of the over-lord. This is precisely what Hitler has done: hence, Hats off to Hitler. [Cité dans GARIGUE : 61]

D'autre part les idées du communisme relayées par des personnalités de gauche et le parti communiste britannique proches des associations africaines et d'origine africaine en général ne tardèrent pas à gagner l'Union et certains de ses membres. L'analyse marxiste du colonialisme et de l'impérialisme leur paraissait éminemment convaincante. L'exploitation égoïste et abusive de l'Afrique par des capitalistes occidentaux apparaissait

comme la véritable motivation du colonialisme en Afrique. Le colonialisme n'était plus un agent du progrès comme le prétendaient ses protagonistes, mais une gigantesque entreprise chargée de l'orchestration de « l'exploitation de la majorité par la minorité pour l'enrichissement de ces derniers ». Ils partageaient l'analyse marxiste selon laquelle, « la guerre fait partie intégrante » d'une société basée sur l'exploitation de la majorité par une petite minorité. Cependant, il faut noter que cette radicalisation trouvait sa source dans une prise de conscience nouvelle, mais, pour être comprise, elle doit être reliée à d'autres événements apparus en Europe, dans les colonies britanniques, et sur le continent africain.

L'événement qui marqua le plus profondément les esprits des élites africaines pendant la décennie 1930 fut incontestablement l'invasion de l'Éthiopie par l'armée italienne de Mussolini. Pour les intellectuels africains et toutes les personnes d'origine africaine en général, cette agression témoignait de la volonté tenace de domination qui caractérisait les États occidentaux :

What Italy is doing today the other great nations have done in the past. When it is not a war of aggression, as in the case of Italy, it is a war [...] of a more subtle, but nonetheless ruthless nature between the classes.
[*Ibid.*]

Loin de se complaire dans la dénonciation, l'Union mobilisa ses membres et organisa des activités pour sensibiliser le public britannique à la cause éthiopienne, à travers la formation d'un comité de défense de l'Éthiopie (*Ethiopia Defense Committee*) chargé de conduire cette campagne de sensibilisation avec l'organisation de plusieurs meetings publics, notamment dans la ville de Londres.

Par le biais de son journal, l'Union, se montra très critique à l'égard de la politique coloniale de la Grande-Bretagne, et assimila la politique de l'« *Indirect Rule* » à un subterfuge par lequel l'empire essayait de maintenir sa domination en s'alliant aux chefs qui, pour garder leur pouvoir, n'hésitaient pas à provoquer des tensions tribales. Dans leur élan « nationaliste », les dirigeants de l'association soupçonnaient le gouvernement britannique de vouloir renforcer le pouvoir des chefs pour diviser davantage les populations des colonies et, de ce fait, anéantir toute possibilité de rassemblement à caractère « nationaliste ». Pour l'Union, il n'y

avait pas de doute, les chefs qui devaient leur position à la colonisation ne pouvaient être que des obstacles à l'indépendance nationale, car ils tiraient leur fortune de cette situation qui favorisait l'exploitation des masses et les conflits entre tribus et clans.

L'Union dans l'arène politique britannique

En avril 1938, l'Union révéla sa collaboration avec le Parti travailliste lors d'une réunion publique présidée par Arthur Creech-Jones (1891-1964), à l'époque à la tête du *Colonial Office's Educational Advisory Committee* de ce parti et fondateur du *Trades Union Congress Colonial Affairs Committee*. Ce rassemblement organisé par l'Union fut aussi l'occasion pour ses membres d'aborder avec le représentant du Parti travailliste des sujets de préoccupation dans les colonies britanniques ouest-africaines. Avec l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale, des membres du gouvernement britannique et les personnalités politiques vont multiplier leurs rencontres avec les membres de l'Union. Dans leurs manœuvres pour mobiliser les sujets des colonies dans l'effort de guerre, ces personnalités politiques vont tenter de s'appuyer sur l'autorité politique de l'Union, dont plusieurs membres étaient influents en Afrique de l'Ouest à travers leurs réseaux de « youth movements » [HAKIM : 76]. Durant cette période de mobilisation, l'Union, qui y participa à travers des articles publiés dans la presse ouest-africaine et avec l'activisme de ses membres présents sur le continent, était convaincue de la volonté déclarée des autorités coloniales d'œuvrer dès la fin de la guerre à appliquer une politique plus en phase avec les intérêts des populations des colonies [GARIGUE : 63]. Pour préparer ce qu'ils considéraient comme « le début d'une nouvelle époque », les membres de l'Union formèrent des groupes de travail chargés de réfléchir et de formuler des propositions dans les domaines de la politique, de l'éducation et de l'économie. Par la suite, l'Union organisa deux conférences pendant la guerre, à l'occasion desquelles ses membres discutèrent de diverses propositions avec des dirigeants du Parti travailliste et des membres du gouvernement britannique. La première conférence qui se tint en 1942 fut marquée par la présence d'Arthur Creech-Jones (devenu par la suite *Colonial Secretary*), qui prononça un discours en réponse à l'Union qui demandait « *internal self-government for Britain's West African colonies within five years of the ending of the war and social, economic and political reforms leading to complete independence* » [HAKIM & SHERWOOD, *The 1945 Pan-African Congress Revisited* : 12]. Bien que disposés à relayer dans les territoires de l'Afrique de l'Ouest

les promesses des personnalités politiques londoniennes, ils entendaient influencer les mesures que le gouvernement et l'administration coloniale voulaient appliquer dans les colonies dans les domaines de l'économie et de la politique. Dans ce sens, la réflexion et les propositions des groupes de travail constituèrent la base sur laquelle l'Union s'appuyait pour informer l'administration coloniale quant aux moyens de résoudre les problèmes dans les colonies ouest-africaines. Ce travail était confié à un groupe de pression nommé *West African Parliamentary Committee*, composé de membres de l'Union et de quelques sympathisants parmi les députés travaillistes, formés pour tenter d'influencer les décisions de la Chambre des communes. [*Ibid.*]

La League of Coloured Peoples (LCP)

Formation et fondement idéologique

La *League of Coloured People* fut fondée le 13 mars 1931 par Harold Arundel Moody [MOODY : 93], né le 8 octobre 1882 à Kingston, et mort le 24 avril 1947 à Londres. Issu de la haute société jamaïcaine, Moody fut élevé dans l'amour et l'estime de la culture et des traditions de l'empire britannique. Quand il arriva à Londres en 1904 pour suivre des études de médecine au *Kings College* de l'Université de Londres, il perdit aussitôt ses illusions en découvrant la discrimination raciale en Angleterre. Après avoir terminé ses études, il eut du mal à trouver un emploi dans les hôpitaux publics, vraisemblablement à cause de la couleur de sa peau. Finalement, en 1913, il décida d'ouvrir son propre cabinet à Peckham, dans la banlieue londonienne. Son expérience du racisme et de la discrimination explique en grande partie son idée de fonder la LCP avec au début quatre objectifs principaux :

- To protect the social, educational, economic and political interests of its members;
- To interest members in the welfare of coloured peoples in all parts of the world;
- To improve relations between the races;
- To cooperate and affiliate with organizations sympathetic to coloured people. [MOODY : 94]

Convaincu du fait que l'ignorance était la principale cause du racisme et de l'hostilité de certains Anglais envers les Africains et les personnes d'origine africaine, Moody pensait que son organisation devait avoir comme objectif « d'éduquer la population de ce pays [Angleterre] sur les besoins et les aspirations de la race » (les Noirs généralement) [MOODY : 92]. Il pensait, en adoptant un tel programme, créer les conditions d'une cohabitation harmonieuse entre « sujets de couleur » et citoyens blancs de l'empire britannique. À l'instar de James Aggrey⁴, il prônait la coopération raciale, et pour cette raison il utilisa l'image de *The Keys*⁵ popularisée par Aggrey, en tant que nom du journal de la LCP. Au début les membres étaient majoritairement originaires des Antilles britanniques mais il y avait aussi des Blancs (souvent issus d'organisations religieuses). Cependant l'équipe dirigeante était composée exclusivement de Noirs, configuration à laquelle Moody semblait tenir particulièrement [MOODY : 94].

Activisme politique

Parmi les actions entreprises par Harold Moody et ses partisans en tant que leaders panafricanistes, pour tenter d'infléchir la position des autorités coloniales sur la question de l'indépendance des colonies britanniques, la plus marquante fut certainement la soumission d'une *Charter for Coloured Peoples* au ministre des Colonies et au Premier ministre britannique. Ce document conçu en 1944 à l'issue d'une conférence organisée à Londres contenait les demandes suivantes pour les colonies :

- distribution des terres aux populations des colonies
- la gratuité de l'éducation pour tous
- le suffrage universel pour tous les adultes
- les mêmes droits et libertés que les citoyens britanniques

⁴ Né dans la colonie de la Côte de l'Or en 1875, James Aggrey inspira par son éloquence et son message de tolérance et de coopération plusieurs personnalités africaines, dont Nnambi Azikiwe et Kwame Nkrumah. Il décéda en 1927 aux États-Unis.

⁵ Il s'agit des touches noires et blanches du piano. Aggrey utilise cette image pour montrer la nécessité pour Noirs et Blancs de travailler ensemble. Cette image symbolise l'harmonie, comme il l'écrivait : « You can play a tune of sorts on the white keys, and you can a tune of sorts on the black keys, but for real harmony you must use both the black and the white » [cité dans JACOBS : 47].

- une fédération des colonies britanniques des Antilles
- l'autonomie complète pour les colonies britanniques [HAKIM & SHERWOOD, *The 1945 Pan-African Congress Revisited* : 12]

En conformité avec la philosophie de la LCP, cette Charte insiste sur l'égalité de droits et de traitement entre sujets des colonies (Noirs) et sujets de la métropole (Blancs). Elle ne demande pas l'indépendance, mais *self-government*, c'est-à-dire le droit des colonisés à être gouvernés par les élites locales, même si l'adjectif « *complete* » vient ajouter un degré d'intransigeance et d'exigence qui, tout en conférant une certaine ambiguïté, augmente les possibilités d'interprétation du terme *self-government* et place sa signification entre autonomie plus ou moins grande et indépendance. Le sens de *self-government*, si l'on tient strictement compte de l'orientation idéologique de la LCP qui défend la diversité raciale et culturelle au sein de l'empire britannique, traduisait chez Moody la reconnaissance par le gouvernement central des capacités des élites noires de l'empire à exercer les mêmes fonctions de responsabilité que leurs homologues blancs. Parmi les demandes énumérées dans cette charte, ce fut l'idée d'une fédération qui provoqua l'opposition la plus sérieuse du gouvernement et des autorités coloniales, qui y percevaient une « approche uniforme » inacceptable à leurs yeux [*Ibid.*] Pour les radicaux, cette attitude attestait de la volonté délibérée du gouvernement de remettre en cause tout principe fondamental, tel que le droit des peuples à l'autodétermination énoncé dans la Charte de l'Atlantique, à chaque fois qu'il était question que ce principe s'appliquât à ses propres colonies. Cela renforça leur certitude quant à la détermination du gouvernement britannique à user de tous les moyens pour garder la mainmise sur ses colonies.

Les demandes qui figurent dans la *Charter for Coloured Peoples* faisaient suite au rapport de la *Royal Commission* de 1939, qui recommandait des mesures économiques et sociales pour les colonies britanniques des Antilles. Consultée pour donner ses idées sur les recommandations de la Commission, et plus particulièrement sur celle de mettre en place un *West Indies Welfare Fund*⁶, la LCP convoqua une réunion le 22 mai 1940 à laquelle assista George Padmore⁷ (1903-1959) en tant que représentant de l'IASB

⁶ Un fonds gouvernemental doté d'un million de dollars annuellement pendant 20 ans pour financer des projets de développement.

⁷ Né Malcolm Ivan Meredith Nurse, originaire de l'île de la Trinité (Trinidad).

[ESEDEBE : 110], évoqué plus loin. Au terme de cette réunion, les délégations s'accordèrent sur le même constat : le caractère insuffisant du rapport qui, selon eux, occultait la grave réalité de l'inégalité sociale dans ces colonies due à la domination des propriétaires terriens blancs, et le refus du gouvernement de prendre en compte l'aspiration des colonisés à l'auto-gouvernance [*Ibid.*] On notera que ce rapport survient avec l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale ; ce qui ne nous semble pas être une coïncidence, mais une opération de séduction minutieusement élaborée dans le but d'une part de gagner la sympathie des élites colonisées et d'autre part de leur fournir des arguments (l'amélioration des conditions économiques et sociales dans les colonies, etc.) pour convaincre et mobiliser les sujets des colonies de participer massivement à l'effort de guerre. En décalage avec la position de certains leaders radicaux qui au début de la guerre insistaient sur la libération des colonies comme préalable à leur participation à la lutte contre le Nazisme, Moody déclara qu'une victoire de l'Allemagne serait une catastrophe pour les colonies [*Ibid.*]

L'International African Service Bureau (IASB) et la Pan-African Federation (PAF)

L'IASB et la formation d'un front uni

Les diverses initiatives des associations d'Africains et de populations d'origine africaine, ainsi que l'évolution de leurs idées respectives, contribuèrent à faire prospérer l'idée selon laquelle seule la fin du colonialisme pouvait rendre possible le progrès en Afrique. De plus les expériences conjuguées de ces principales associations, qui entretenaient par ailleurs d'étroites relations entre elles, permirent aux dirigeants africains de percevoir à la fois la nécessité et l'utilité d'une coopération entre colonisés pour combattre le colonialisme en Afrique.

Le Bureau (IASB) naquit en réalité des cendres de l'International African Friends of Abyssinia. La mobilisation de soutien à l'Éthiopie, dont on commençait à apercevoir les limites de l'influence et de l'efficacité, fut alors refondée pour servir de base à une organisation politique sur le modèle de l'Internationale communiste qui ambitionna de se préoccuper de tout ce qui concernait l'Afrique, une sorte de centre des affaires africaines en Occident. Impossible de ne pas voir là l'empreinte de George Padmore, qui venait tout juste de cesser ses activités au sein de l'Internationale communiste.

Au début de l'année 1937 une réunion entre anciens membres de l'IAFA fut l'occasion de fonder l'*International African Service Bureau*. George Padmore en assumait la présidence aidé, sans doute, par son expérience de propagandiste acquise au sein du Komintern. Wallace Johnson, originaire de Sierra Leone, devint Secrétaire général avec Jomo Kenyatta, originaire du Kenya, comme assistant. Quant à Ras Makonnen, originaire de la Guyane Britannique, il devint Trésorier. La direction de cette organisation reflétait la diversité (Africains et populations d'origine africaine) qui caractérisait la communauté noire en Grande-Bretagne.

L'objectif de l'association était de construire les bases de l'unité pas seulement des Africains mais de toutes les populations opprimées (noires et autres populations non blanches) pour lutter efficacement contre l'exploitation, le colonialisme et l'impérialisme des puissances occidentales :

It represented progressive and enlightened public opinion among Africans and peoples of African descent. It supported the demands of Africans, Asians and other colonial people for democratic rights, civil liberties and self-determination. [PADMORE : 124]

Concernant les objectifs de l'IASB, la constitution rédigée par Ras Makonnen précise que :

...one of the chief functions of the Bureau was to help enlighten public opinion, particularly in Great Britain (and other democratic countries possessing colonies inhabited by Africans and people of African descent) as to the true conditions in the various colonies, protectorates and mandated territories in Africa and the West Indies. [125]

La PAF et l'anticolonialisme radical

En 1944 l'IASB forme avec plusieurs autres organisations noires et africaines (basées en Afrique et en Europe) la *Pan-African Federation*. À la suite d'une rencontre tenue à Manchester, les représentants des diverses organisations présentes décidèrent d'unir leurs forces sous la forme d'un *Pan-African united front movement* [127]. La fédération, dans sa forme et dans son fonctionnement, se voulait un mouvement international. Elle visait la coordination de l'action des différents groupes et organisations noirs, dans

le monde entier, qui étaient impliqués dans la lutte contre le colonialisme et la défense des droits des peuples sous domination raciale. Elle se voulait non pas simplement un modèle mais une alternative au communisme international qui, selon Padmore, était plus préoccupé par les intérêts de Moscou que ceux des peuples colonisés.

By pooling resources and liberating themselves from the eroding influence of doctrinaire Marxism which British Communists operating through certain Negro fellow travelers were trying to impose upon the African national liberation movements as a means of exercising Stalinist control over them, the Pan-African Federation was able to take an independent ideological position on the colonial question. [128]

Objectifs de la *Pan-African Federation* (PAF) :

- To promote the well-being and unity of African peoples and peoples of African descent throughout the world.
- To demand self-determination and independence of African peoples, and other subject races from the domination of powers claiming sovereignty and trusteeship over them
- To secure equality of civil rights for African peoples and the total abolition of all forms of racial discrimination
- To strive to co-operate between African peoples and others who share our aspirations [127-128]

La PAF organisait des débats sur « les formes d'organisation et les méthodes des partis politiques ; sur les méthodes et tactiques dans les luttes de libération, sur l'applicabilité de la non-violence gandhienne à la situation africaine ». Son journal *l'International African Opinion* édité par C.L.R James et William Harrison publiait des articles documentés sur des thèmes aussi variés que l'économie, la politique et la culture, destinés à éclairer les élites et l'opinion publique sur la situation des colonies. De plus la Fédération panafricaine assurait la publication d'ouvrages écrits par ses membres sur les problèmes liés à la question coloniale et pour promouvoir la lutte contre l'impérialisme et la domination coloniale [*Ibid.*]

Vers le milieu des années 1930, on remarque un changement de ton radical, passant de la revendication de meilleures conditions de vie au début des

années 1920 à une exigence d'indépendance sans concession pour toutes les colonies britanniques de l'Afrique de l'Ouest. Pour la première fois depuis la fin de la Première Guerre mondiale, des élites africaines expriment sans détours leur volonté de libérer l'Afrique de l'ouest du colonialisme britannique et leur ambition de conduire sinon toute l'Afrique, du moins sa partie occidentale sur la voie du progrès tracée par l'Europe depuis les Lumières. Durant toute la période de la Seconde Guerre mondiale, l'activisme de l'Union, qui comme nous l'avons vu, était initialement dirigé vers la concertation et la coopération avec le pouvoir colonial pour améliorer les conditions dans les colonies ouest-africaines, aura permis une plus grande politisation de la question des colonies au cœur de l'empire. Aussi la proximité de ses membres avec les hommes politiques et les intellectuels de gauche favorisa la confrontation avec le pouvoir en place.

La *League of Coloured Peoples* croyait à un idéal d'entente entre les peuples qui formaient ensemble les citoyens de l'empire britannique. C'est la conviction que tous les citoyens britanniques pouvaient vivre en harmonie qui explique l'engagement d'Harold Moody. Comme nous l'avons vu : au départ, l'objectif principal de la LCP était l'égalité des droits et de traitement pour tous les citoyens sans distinction de race. Et comme stratégie il préconisa la sensibilisation de l'opinion britannique. Globalement, son activisme permit de découvrir l'ampleur de la discrimination que les Africains et les Antillais rencontraient dans ces années-là en Grande-Bretagne. Les procédures judiciaires qu'elle engagea dans l'affaire des dockers de Cardiff⁸ et celle de Learie Constantine⁹ eurent un impact sur

⁸ Une loi votée en 1935 par le Parlement britannique visait à restreindre l'accès des marins étrangers aux emplois sur le port de Cardiff. Tous les travailleurs portuaires qui, au titre du *Coloured Alien Seaman Act* de 1925, étaient répertoriés dans la catégorie *aliens* se retrouvèrent sans emploi. Ce fut une situation dramatique pour la communauté noire de Cardiff. Le cas de certains travailleurs licenciés alors qu'ils détenaient des passeports britanniques, et qui étaient donc des citoyens britanniques et non des *aliens*, alerta les responsables de la LCP. L'enquête révéla que certains avaient été forcés par des autorités portuaires à se faire enregistrer en tant qu'étrangers à cause de leur couleur de peau. L'action de la LCP permit à douze victimes d'obtenir gain de cause et incita le gouvernement à prendre des mesures.

⁹ Ce joueur de cricket originaire de l'île de la Trinité était un membre de la LCP. Le 30 juillet 1943 un réceptionniste de l'*Imperial Hotel* lui refusa une chambre prétendument à cause de son origine. Le jugement de la Haute Cour donna raison à Constantine grâce au soutien de la LCP.

l'opinion publique britannique et sur la majorité des Africains et des personnes d'origine africaine qui découvrirent ainsi leur statut de sous-citoyens de l'empire britannique. Cette prise de conscience favorisa le discours des radicaux (de plus en plus dominants) qui considéraient l'indépendance comme la seule voie possible vers l'amélioration du sort des colonisés. L'activisme de la Ligue contribua, dans une large mesure, à travers l'élaboration de la *Charter for Coloured Peoples* à inclure l'ensemble des colonies britanniques, y compris celles des Antilles, dans le débat sur la décolonisation.

Actif durant la Seconde Guerre mondiale, le principal rôle de l'*International African Service Bureau* fut de mettre en rapport les différents groupes qui, jusque-là, œuvraient séparément afin de bâtir un front uni contre le colonialisme britannique. Ses dirigeants étaient, à l'instar de George Padmore et C.L.R James, des stratèges de la propagande formés à Moscou et au sein des partis communistes européens qui, par conséquent, savaient apprécier la supériorité de la mobilisation de masse dans la lutte contre les forces impérialistes. La *Pan-African Federation*, qui résultait de la fusion de plusieurs groupes (*WASU*, *IASB*, *Negro Welfare Centre*, *Negro Association* (Manchester), *Kikuyu Central Association*, *African Youth League* (Sierra Leone), *Friends of African Freedom Society* (Côte de l'Or), et plusieurs autres) [PADMORE : 127] signifiait le triomphe de la stratégie de l'union des forces chère aux sympathisants marxistes.

Travaux cités

ESEDEBE, P. Olisanwuche. *Pan-Africanism : The Idea and the Movement, 1776-1991*. Washington D.C: Howard University Press, 1994.

GARIGUE, Philip. "The West African Students' Union. A Study in Culture Contact". *Journal of the African Institute* 23-1 (1953) : 55-69.

HAKIM, Adi. "Pan-Africanism and West African Nationalism in Britain". *African Studies Review* 43-1. Special Issue on the Diaspora (2000) : 69-82.

HAKIM, Adi & SHERWOOD, Marika. *Pan-African History : Political Figures from Africa and the Diaspora since 1787*. London: Routledge, 2003.

_____. *The 1945 Pan-African Congress Revisited*.
London: New Beacon, 1995.

JACOBS, Sylvia. "James Emman Kwegyir Aggrey : An African Intellectual in the United States". *Journal of Negro History* 81-1/4 (1996) : 47-61. (Vindicating the Race: Contributions to African American Intellectual History)

MOODY, Harold. "Communications". *Journal of Negro History* 18-1 (1933) : 92-101.

PADMORE, George. *Pan-Africanism or Communism*. Garden City, New York: Doubleday, 1972.